

ONG, développement et sous-développement : repères théoriques et critiques

Lucien MAUREPAS¹

Après la Seconde Guerre mondiale, et avec la fin du système colonial d'exploitation, on a assisté à la montée de deux nouveaux concepts : pays riches et pays pauvres : et un peu plus tard, pays développés et pays sous-développés. Le développement est l'état d'un pays qui présente un équilibre entre la croissance et la production et l'amélioration de la qualité de la vie. Le sous-développement est au contraire un pays qui présente un déséquilibre entre la croissance trop faible des ressources et une croissance trop rapide de la population. Dès lors, se pose un ensemble de questionnements : pourquoi certains pays sont développés et d'autres non ? Quelles seraient les racines du sous-développement ? Les pays développés, compte tenu des décennies d'exploitation, de pillage et de colonisation, auraient-ils une dette envers les petits pays dont le paiement permettrait à ceux-ci de sortir de l'impasse et de décoller ? Ce dernier questionnement semble porter à l'intention des pays riches un élan de bonne conscience-sinon de pardon ou de rémission-et l'aide au développement devient ainsi un instrument privilégié de la coopération internationale et des nouveaux rapports entre pays riches et pays pauvres. Mais, depuis la fin des années 1980, sonnant la fin des dictatures régaliennes dans nombre de pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine, et la

1. Lucien Maurepas est Docteur en sociologie de l'Université Montpellier III (France) est professeur à l'Université d'Etat d'Haïti. Ses recherches portent sur les dynamiques sociales en milieu rural et sur les mouvements sociaux.

montée en puissance du néolibéralisme, l'aide au développement se voit de plus en plus confiée à un acteur jusque-là peu connu : les ONG.

Cet article dresse un tableau des principaux points de vue d'auteurs et des principales critiques de l'aide au développement dans une perspective théorique. Il questionne ensuite les motivations des pays riches à fournir une aide au développement, motivations souvent entachées d'idéologie. Ce qui va « révolter » certains esprits, jeter la suspicion sur le rôle des ONG considérées de plus en plus comme des *courtiers* et mettre davantage le développement à mal. Tout en dressant les oppositions idéologiques entre pays riches et pays pauvres, en résumant les tensions inhérentes au système d'aide, la conclusion de cet article situera les acteurs des pays pauvres devant un carrefour : faut-il refuser ce modèle d'aide ou faut-il tout simplement des alternatives ?

Le développement : modèles et acteurs

La littérature sur les modèles de développement et sur leur critique est abondante. Bajoit (1990) présente plusieurs modèles ou théories du développement que l'on pourrait qualifier de classiques et qui participent, en termes d'analyse sociologique, du débat sur la dynamique et le changement des sociétés. Ces modèles sont celle de la modernisation, celle de la révolution, celle de la compétition, celle du conflit. Nous en retenons seulement deux dans cet article.

Modèle de la modernité. Pour les tenants du modèle de la modernité, le développement est une question de culture, il s'agit du passage de la culture traditionnel à la culture moderne. Le sous-développement est censé être causé par la résistance (attitude active) et l'inadaptation (frein passif) des systèmes de valeur traditionnels au progrès sous tous ses aspects. Il est évident, selon Bajoit, que ce modèle a ses racines dans la philosophie des lumières et dans la sociologie qui s'en est dégagée. Pour cette sociologie, « une société est d'autant plus moderne que les valeurs qui orientent les conduites y sont plus universalistes, donc

moins particularistes : que les statuts y sont plus acquis, et donc moins prescrits : que les normes y sont plus neutres, donc moins chargées d'affectivité : et que les rôles y sont plus spécifiques, donc moins diffus. Les sociétés modernes comportent dès lors certaines caractéristiques qui découlent de ces quatre traits. Ainsi, la différenciation complexe des rôles et des statuts entraîne une forte stratification sociale, une valorisation de la mobilité individuelle ascensionnelle, donc aussi de l'individualisme, de la compétition et de l'instruction. La rationalité moderne valorise l'économie des ressources (temps, argent, énergie, travail, matières), ce qui implique une obsession de la productivité, une exploitation intensive du travail, une conception linéaire du temps, tendu vers le progrès.

Modèle de la révolution. Ce modèle est en quelque sorte le frère ennemi du précédent, il est apparu à la même période, mais en émanant du bloc idéologique opposé. Pour ce modèle, le développement est fondamentalement une question politique. Le sous-développement serait causé par l'impérialisme du « Centre » sur « la périphérie » avec la complicité active des classes dominantes locales, il est donc le résultat d'un pillage systématique. « La théorie de la révolution se place donc fermement du point de vue des classes populaires et donne du progrès une interprétation diamétralement opposée (...). Le sens du changement est donné par le progrès social, c'est-à-dire par l'amélioration des conditions matérielles et culturelles d'existence des masses, aussi bien dans les sociétés industriellement avancées, que dans celles qui le sont moins ou pas du tout. L'obstacle fondamental au progrès ainsi défini est la domination économique, politique et idéologique exercée par la bourgeoisie capitaliste, avec l'aide de son Etat, sur le prolétariat, sur les autres classes travailleuses et sur les masses populaires en général. » La politique de développement découlant de ce modèle est donc une politique de révolution nationale et sociale, avec comme but la prise de l'Etat, sa transformation selon les idées révolutionnaires, et puis la consolidation de l'acquis. Les acteurs de cette politique sont les élites révolutionnaires du Parti

et non des syndicats et des mouvements sociaux, ce qui mène à la dictature d'une *nomenklatura* se réclamant du prolétariat.

La politique de développement découlant de ce modèle est donc une politique de révolution nationale et sociale, avec comme but la prise de l'État, sa transformation selon les idées révolutionnaires, et puis la consolidation de l'acquis. Les acteurs de cette politique sont les élites révolutionnaires du Parti et non des syndicats et des mouvements sociaux, ce qui mène à la dictature d'une *nomenklatura* se réclamant du prolétariat.

D'autres tendances, comme celles des néomarxistes ou radicaux de gauche, voient la question de l'aide sous un angle proche de celui de Bajoit, mais ils mettent davantage l'accent sur l'aide au développement comme étant un instrument de domination des pays industrialisés sur les pays pauvres. Teresa Hayter (1971), par exemple, affirme que l'aide fournie par la Banque mondiale et les pays de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) sert avant tout les intérêts des pays occidentaux et de leurs entreprises transnationales². L'aide favorise la mainmise sur les ressources des pays en développement par la classe dirigeante des pays occidentaux et contribue à maintenir les pays pauvres dans une relation de dépendance envers l'Occident (Charnoz et Severino 2007, 38)³. Une critique populiste, apparue à la fin de la période coloniale, avait déjà lancé les hostilités vis-à-vis de l'aide au développement. L'une des figures de proue de ce courant, Raymond Cartier, publie en 1956 trois articles dans *Paris Match* sous le titre « Attention ! La France dilapide son argent ». Il y critique les investissements somptuaires de la France en Afrique et accuse les colonies d'être responsables du retard économique de la France (Meimon 2007, 12)⁴. Après la décolonisation, il dénoncera « l'utilisation abusive et contestable » de l'aide française

2. Hayter, Teresa. 1971. *Aid as imperialism*. Harmondsworth : Penguin Books.

3. Charnoz, Olivier, et Jean-Michel Severino. 2007. *L'aide publique au développement*. Paris : Editions La Découverte.

4. Meimon, Julien. 2007. L'invention de l'aide française au développement : discours, instruments et pratiques d'une dynamique hégémonique. Questions de recherche/Research in question 21. Paris : Centre d'études et de recherches internationales (CERI), Sciences Po.

(Foubert 1973, 717)⁵. La critique populiste estime qu'il vaut mieux allouer l'argent du contribuable aux priorités économiques et sociales nationales plutôt que de le gaspiller en apportant une aide inefficace à des dirigeants corrompus dans des pays lointains.

Les théories et les modèles de développement divisent les chercheurs

La problématique de l'aide au développement ne se réduit pas à de simples idéologies politiques, à des modèles ou à des dispositions étatiques. Elle traverse également le champ de la recherche scientifique et met en face des intellectuels de différentes tendances. Déjà en 1969, Georges Balandier affirmait que « la sociologie du développement apparaissait comme une sociologie nouvelle en cours d'élaboration », en dépit du réquisitoire excessif qu'à la même époque A. Gunder Franck formulait dans un article devenu célèbre⁶. Il faut dire que les années 1960 ont vu profiler, de manière générale, des travaux variés et regroupés sous la catégorie générique de *science du développement*. Tout un courant de la sociologie du développement proposait alors une nouvelle approche de la réalité socio-économique des pays du tiers-monde⁷. Plusieurs travaux, dont ceux d'André Guichaoua et Yves Goussault (1971, 1993), de P. Hugon (1991 et 1993), de J. Chonchol (1986), de C. Coquery-Vidrovitch (1992), montrent à des degrés près la problématique, les enjeux et les contradictions qui entourent les projets de développement au temps des indépendances. Quoiqu'il en soit, ces indépendances (africaines en particulier) et la diffusion des sciences sociales au grand public aidant, l'engouement pour une science du développement dynamique qui soutient la mutation des sociétés des pays de la périphérie gagne de plus en

5. Foubert, Jacques. 1973. La politique française de coopération : une doctrine à conserver. *Tiers-Monde* 14 (56) : 711-720.

6. Franck, A. G. *Sociologie du développement et sous-développement de la sociologie*, Cahier internationaux de sociologie, Vol.XLII, 1967, pp 103-131.

7. Voir les travaux de A. Guichaoua en particulier et des sociologues engagés comme J. Ziegler, A Memmi, E. Hagen qui font tous partie de ce courant de pensée.

plus de terrain non seulement dans le champ de la sociologie mais aussi dans d'autres domaines et au niveau d'autres chercheurs.

C'est l'époque exceptionnelle où des sociologues engagés assument des responsabilités importantes auprès des nouveaux pouvoirs, où des universitaires philosophes ou littéraires se convertissent à la sociologie, où des journalistes parent les récits de leurs activités professionnelles des attributs scientifiques du discours sociologique : où la profession, assez mal définie et assurant des fonctions diverses, ouvre de nouveaux terrains à la recherche, diffuse de nouvelles idéologies et se passionne pour de nouveaux concepts et théories⁸.

Au milieu des années 1970, Alain Touraine tentait de trouver le « lieu » d'une sociologie du développement « coïncé entre une histoire de l'évolution et une sociologie politique du changement »⁹. Plus d'un s'accorde aujourd'hui pour constater le reflux et l'impasse de la sociologie du développement qui, manifestement, doit s'orienter vers une refondation de sa base et de ses principes. Cette situation est ressentie de plus en plus comme une crise qui domine l'état des savoirs sur la question du développement. « Les sciences du développement sont donc à bout de souffle », pour reprendre une pensée de Raymond Boudon¹⁰. Cette situation conduit les chercheurs en sciences sociales vers de nouvelles pistes, en quête d'un renouveau dans la production théorique et l'épistémologie scientifique.

Cet engouement pour le développement des sciences du développement met cependant les différents agents dans une situation équivoque : *les intellectuels* qui veulent aider à comprendre par leur esprit critique et leurs analyses situationnelles : *les experts* dont la conception du développement est souvent asymétrique à celle

8. André Guichaoua et Yves Goussault dans leur article « Sciences sociales et développement », in André Guichaoua (sous la dir. de) : *Questions de développement. Nouvelles approches et enjeux*, pp. 27-48.

9. Alain Touraine, « Qu'est-ce que la sociologie du développement ? », in *Les sociétés dépendantes-essai sur l'Amérique Latine*, Paris, Duculot, 1987, p. 29.

10. Raymond Boudon, « Grandeur et décadence des sciences du développement : une étude de sociologie de la connaissance », *L'Année sociologique*, n° 42, 1992, pp. 253-274. Signalons que ce n° spécial est consacré à un bilan de la sociologie du développement.

du savant ou de l'intellectuel. En général, l'expert ne comprend pas forcément et il n'est pas toujours apte à résoudre certains problèmes mais il cherche malgré tout à justifier son statut de promoteur universaliste : enfin *aux bénéficiaires*, ce sous-développé, ce pauvre ciblé dans un cadre micro-économique et à qui on ne donne même pas toujours la chance de réfléchir sur ce qui est bon pour lui. Dans son article « Sous-développement et sous-développé », François-Régis Mahieu explique que, « pour bénéficier des bienfaits de la civilisation, le sous-développé a besoin, comme un malade, d'un médecin, comme un pauvre d'un technicien, comme un analphabète d'un instituteur. » (in Guichaoua 1993 : 51-61). Mahieu explique ainsi que vu sous cet angle, le sous-développement apparaît de plus en plus comme un *déni de parité* : que le sous-développé ne fait pas partie d'un monde universel par ce qu'il n'appartient pas à un ensemble macro-économique de décision. Ainsi, le champ économique se trouve-t-il confronté entre deux extrêmes : *universalisme* pour le champ macro-économique occidental et *particularisme* pour le reste du monde¹¹. Le paradigme anthropologique des « courtiers du développement » développé par Jean-pierre Olivier de Sardan et Thomas Bierschenk¹² trouve ainsi ici sa justification. Ces auteurs développent l'idée que :

[...] dans la rente du développement (en Afrique mais aussi ailleurs), un groupe d'acteurs sociaux joue un rôle particulier qui, jusqu'à récemment, a été l'objet de très peu d'études spécifiques. Il s'agit des intermédiaires entre des « donateurs » et des « bénéficiaires » potentiels de l'aide au développement. Nous les appellerons 'courtiers en développement'...ce sont des acteurs sociaux implantés dans une arène locale (dans laquelle ils jouent un rôle politique plus ou moins direct) qui servent d'intermédiaires pour drainer (vers l'espace social correspondant à cette arène) des ressources extérieures relevant de l'aide au développement. Si l'on prend le projet de développement comme la forme quasi

11. Voir aussi Philippe Hugon, « Universalisme et particularisme en économie du développement », in André Guichaoua 1996, pp. 65-71.

12. Olivier de Sardan et Thomas Bierschenk, 1993, « Les courtiers du développement », Bulletin de l'APAD, 5, pp. 71-76.

idéale-typique de l'opération de développement, quel qu'en soit l'opérateur, les courtiers représentent les porteurs sociaux locaux de projets : ils assurent l'interface entre les destinataires du projet et les institutions de développement : ils sont censés représenter la population locale, ou en exprimer les besoins vis-à-vis des structures d'appui et de financement extérieures¹³.

Il devient ainsi facile, dans cette situation de « clientélisme bureaucratique », de passer de l'implication à l'ingérence : *je m'implique dans leurs droits à disposer d'un développement mais qu'ils ne s'impliquent pas dans le nôtre*. Ce paradigme montre rapidement ses lacunes et ses contradictions, notamment dans les projets de développement rural : l'ascension de nouvelles élites (au niveau microsocial) qui tirent profit de leur capacité de communication avec les acteurs du développement sans vraiment se pencher sur les dynamiques sociales. Olivier de Sardan et Thomas Bierschenk constatent toutefois que si ces élites rurales assurent le lien entre les arènes locales et nationales, elles sont difficilement capables de s'autonomiser des enjeux locaux, et les transformations sociales qui caractérisent le milieu rural ont une incidence sur leurs pratiques politiques.

Cette situation, qui caractérise les pratiques de développement, place les différents acteurs (chercheurs, politiques et praticiens) sur un terrain de conflictualité. En réduisant le développement au seul facteur économique et en faisant table rase de la dimension anthropologique des groupements dits sous-développés et de leurs histoires réelles, la sociologie du développement se fait ainsi en zigzag, par alternance d'essais, d'erreurs, de références et de politiques qui sont loin de faire l'unanimité. Mais comme l'a souligné Gilbert Rist (2001), l'idée de développement imposée par

13. Cette thèse est largement développée dans l'ouvrage que Olivier de Sardan et Thomas Bierschenk ont publié chez Karthala en 2000, *Courtiers en développement. Les villages africains en quête de projets* », 328 p. Voir également Albert Meister, *La participation dans les associations*, Paris, Editions ouvrières, 1974. Meister montre, dans un autre registre, l'enthousiasme grandissant de ces acteurs sociaux qu'il compare à des « castors » et qui ont les yeux plus gros que le ventre (p. 13).

l'Occident n'est pas seulement un mythe : elle génère un ensemble de croyances :

Ces croyances sont efficaces. Elles contraignent ceux qui les partagent à agir d'une façon particulière. Même si, individuellement, chacun peut douter de la validité de telle ou telle proposition, il est impossible de se soustraire à l'obligation collective que celle-ci comporte : on a beau émettre en privé des réserves sur le fait, par exemple, que la croissance économique puisse créer des emplois pour tous les chômeurs, il faut néanmoins agir comme si cela était, sinon vrai, du moins vraisemblable, sous peine de passer pour un mauvais citoyen. L'acte de croire est performatif et s'il faut faire croire, c'est pour faire faire. Plus encore, l'action déterminée par la croyance est obligatoire et ne repose sur aucun choix. (p. 42)

Le développement ou tout au moins l'idéologie qu'il véhicule, étant un élément de la religion moderne, tient sa force de la séduction qu'il exerce. Comme la croyance, il tolère les contradictions, les erreurs ou le mensonge. L'exemple du sorcier Zandé que nous rappelle Gilbert Rist est assez évocateur :

Sans abandonner sa croyance dans la vérité de l'oracle, il pouvait en retourner les décisions en répétant les opérations, en changeant de méthode ou d'instruments jusqu'à ce que le résultat lui convînt, ou convînt à celui qui le consultait. Quant à celui-ci, s'il s'estimait mal conseillé, voire trompé, il ne doutait pas de la sorcellerie en général, mais uniquement de la compétence de ce sorcier particulier et restait libre de recourir à un confrère plus habile. (Rist : 2001 : 44)

Développement/sous-développement : des concepts mal mesurés

La compréhension, l'interprétation et le diagnostic du problème du développement comme du sous-développement reste une donnée complexe, difficilement maîtrisable. Selon Yves Lacoste,

l'analyse du sous-développement à l'échelle de la planète n'a pas le même sens suivant les États. Pourtant, « à l'intérieur d'un même discours ou d'un même livre et chez le même auteur, on trouve des sens, des connotations différentes »¹⁴. Déjà, plusieurs auteurs, ne faisant pas attention, soutiennent que le sous-développement c'est l'Amérique Latine, l'Afrique et l'Asie. Une énumération de régions géographiquement situées et dans des zones différentes. On ramène tout à des caractéristiques générales pour faciliter l'analyse. Par exemple, Samir Amin écrit : « la périphérie c'est l'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine, et le centre c'est l'Europe occidentale, l'Amérique du Nord, l'Australie et le Japon »¹⁵.

Un constat certes (et là on peut se mettre d'accord avec Samir Amin): du Nord au Sud, le développement est inégal. Mais, la dynamique des mouvements sociaux (dans les villes comme dans les campagnes) dans les pays du Sud montre clairement que ce que les chercheurs, les politiques et la coopération cherchent à comprendre et à résoudre n'est qu'une infime partie de l'immense complexité du phénomène de sous-développement dans le tiers-monde.

Balandier (1971), qui a analysé lui aussi les problèmes du développement et du sous-développement dans le tiers-monde, a développé une théorie de la *dynamique sociale* selon laquelle « la société donne l'aspect d'une œuvre jamais achevée et toujours à refaire » (p.13). Il détermine trois types de dynamismes : dynamismes inhérents au système social, à ses conditions de composition, de fonctionnement et de reproduction : dynamismes par lesquels le système tend à sa pleine réalisation et dynamismes provocateurs de transformation, entraînant un changement de régime structurel. Selon lui, « ces dynamismes renvoient aux agents sociaux chez lesquels ils se manifestent, aux pratiques et aux instances qui constituent leur lieu d'émergence » (p. 46).

14. « Vocabulaire et problématique du sous-développement », article publié in *Connaissance du Tiers-Monde*, Coll. 10/18, pp. 43-56.

15. Samir Amin, *L'accumulation à l'échelle mondiale. Critique de la théorie du sous-développement*, IFAN-DAKAR, Anthropos, Paris 1970, cité par Yves Lacoste in *Connaissance du Tiers-Monde*, Op. Cit., p. 44.

Autrement dit, une analyse pertinente doit associer l'approche méthodologique à l'observation concrète de ce qui se passe sur le terrain, c'est-à-dire dans les continents où sévit le problème du sous-développement (en Afrique, en Asie et en Amérique latine).

D'autres conséquences et contradictions caractérisant le modèle de développement imposé au tiers-monde sont énumérées par certains auteurs. Suzanne Georges (1988) souligne la problématique de la dette. Des milliards de dette à la fin des années 1980 pour le tiers-monde (années où les organisations internationales de tout poil ont commencé à faire leur invasion). Un argent dépensé au bénéfice de qui ? Des banquiers qui ont prospéré tout en affaiblissant les pauvres et qui se sont retirés d'une crise qu'ils ont eux-mêmes créée. Pourtant, ceux qui incarnent cette situation la préserve et renforcent ses structures. Les masses urbaines et rurales des pays du tiers-monde auront beau pleurnicher, qu'est-ce qui va changer ? Ce serait oublier que « ceux qui vivent et travaillent au Centre, ceux qui rédigent les décrets qui vont avoir un impact désastreux sur la vie d'autres personnes (de la Périphérie) sont dans la même situation qu'un pilote de bombardier pour lequel les corps broyés qui gisent à 15.000 mètres au-dessous de lui, n'existent même pas » (Georges 1988 : 13).

Tout ceci doit-il amener à faire penser que le Centre et la Périphérie sont loin d'être « des vases communicants » (Serge Latouche) : que les rapports de coopération existants restent à bien des égards des « rapports de prédation »¹⁶ : qu'à l'heure où le tiers-monde nage de plus en plus dans la misère noire il est plutôt

16. Serge Latouche (1986) montre cette situation de prédation dans des études de cas en Amérique par le pillage des conquistadores et la destruction des empires mais aussi dans les études sur l'Afrique équatoriale française et le Congo belge. Ces pays ont été soumis au début du siècle au régime des grandes concessions, une mise en coupe réglée avec pour objectif de mettre en valeur ou d'exploiter ces territoires par un minimum d'investissement et un maximum d'exploitation des ressources existantes grâce notamment à l'appui et la complicité de l'administration... Cette exploitation a favorisé quelques entreprises spécialisées dans la vente des produits de traite et très peu pour les autochtones. Bref un « rapport d'échange marchand inégal » par lequel même « le sang et la sueur du monde sont transférés » (voir en particulier le chapitre 5, pp. 37-162).

urgent de dénoncer les mythes d'un modèle de développement central et du transfert technologique envisagé pour s'attaquer à ses véritables raisons : « la destruction des sources de créativité et le mimétisme suicidaire ». ¹⁷

4. La dimension humaniste et idéologique de l'aide au développement

Le progrès du développement vient avant tout de la maîtrise de la science et de la technique. Mais celles-ci relèvent, de manière voilée ou ouverte, une composante idéologique ¹⁸. Cette idéologie se base sur des relations dominant/dominé et sur des référentiels lointains assez significatifs. N'oublions pas que la colonisation s'est faite, à l'origine, par la prise de possession de territoires, par l'établissement d'un pouvoir administratif, économique et religieux. Aujourd'hui, la référence géographique et territoriale est de moins en moins déterminante. De nouveaux espaces se créent sous l'effet des entreprises de technosciences, notamment à la frontière du virtuel et du réel, du fait de la mise en réseau de l'économie, des technologies, des médias. Dans ce néo-territoire, les hommes peuvent agir sans les contraintes du temps, de la distance, des pesanteurs matérielles. Des positions s'y prennent, des rapports de domination y apparaissent. Le plus en vue de ces *Nouveaux Mondes* est le territoire du vivant, celui de la biologie humaine, animale et végétale, celui des cellules souches, des nouvelles thérapies et des OGM. Les États-Unis, qui disposent

17. Serge Latouche in *Faut-il refuser le développement* (1986) a bien posé ce problème. Selon lui, le développement n'est pas « la loi et les prophètes » : il faut rejeter le postulat du transfert envisagé par le Nord pour le soi-disant développement du Sud, avec tout le paquet de transfert technologique qui accompagne cette démarche (notamment in chap. I) : le sous-développement n'est pas un retard mais l'envers du développement (chap. 3) : la vitalité des organisations humaines ne trouve pas son origine dans l'économie et que la notion de sous-développement créée par le Centre est une forme de « déculturation » et de destruction des sources de créativité : la dimension anthropologique – donc culturelle – n'est pas à négliger si on veut avancer et réhabiliter les choses.

18. Cette composante idéologique analysée par Jürgen Habermas dans un registre à peu près pareil : *la technique et la science comme idéologie*, Paris, Gallimard, 1990 (Première édition 1973).

de l'ingénierie génétique la plus entreprenante, consolident leur avantage et exploitent ce « Nouveau Monde ». Grâce à la suprématie acquise se tissent des relations inégales, de type quasi colonial, dans bien des domaines de pointe.

La volonté humanitaire est un phénomène contemporain qui recycle les représentations anciennes, mêlant à la fois des morceaux d'idéologie ancienne et une lecture actuelle du monde contemporain. Cette idéologie ne naît ni du hasard ni de la nécessité. C'est une vision de certains hommes d'aujourd'hui – occidentaux – sur les hommes du monde en général et du monde global en particulier. Un phénomène humanitaire rarement considéré comme une idéologie et dont il présente pourtant tous les caractères. Le plus souvent, l'humanitaire devient un concept en soi, comme s'il était choquant ou impensable de l'analyser, de le critiquer, de le démonter dans ses rouages constitutifs : un phénomène qui épouse une mondialisation, une globalisation de bons sentiments mais qui cache mal des exclusions démultipliées, des conflits sanglants. Bref, l'idéologie humanitaire se présente comme la façade éthique des nouvelles formes d'exploitation économique. Elle sert d'abord à rendre acceptable l'iniquité en attirant le regard sur les seules victimes spectaculaires.

L'idée transparaît que les pays du Sud sont non seulement pauvres de biens, mais dépourvus de droits, radicalement défaillants et corrompus. Image en creux du Nord, le Sud se présente comme un vide à combler, peuplé de sujets objectivés en malades ou en victimes. Sont-ils malades parce qu'ils ne sont pas nés en Occident et, à ce titre, incomplets moralement et « humanitairement » ?

Toute cette confusion sur le rôle véritable des acteurs de développement venus du Nord porte certains observateurs à se poser la question de savoir s'ils sont véritablement des anges gardiens, des sauveurs des ghettos des villes et des campagnes. En tout cas, ces acteurs qui ont abusé de cette idéologie doivent eux aussi s'interroger sur le destin le plus souvent improductif de l'idéologie humanitaire qu'ils ont contribué à mettre en orbite.

Les populations rurales : des oubliés du développement ?

La majorité des populations des pays du tiers-monde est constituée de ruraux. « Si nous regardons les chiffres de la population et de sa distribution urbaine et rurale en 1980, nous observons que pour l'ensemble de l'Afrique, de l'Asie et de l'Amérique latine sur un total de 3,4 milliards de personnes, 2,3 milliards sont des ruraux, c'est-à-dire 68 % » (Guichaoua 1996 : 149). Malgré un très fort taux d'exode rural observé dans ces régions entre 1980 et l'an 2000 et de l'an 2000 à nos jours, les populations rurales du tiers-monde restent importantes : un peu plus de 55 %, selon les estimations de l'ONU¹⁹. Dans un pays comme Haïti, elles sont de 67 %²⁰. Les populations rurales du tiers-monde sont constituées de paysans, variables selon les pays mais ayant une plate-forme commune : ils vivent quasiment tous d'activité de production agricole ou pastorale. L'emploi non agricole est très faible, moins de 10 %. Ce qui porte souvent ces paysans à s'endetter pour essayer de s'élever au-dessus d'une agriculture caractérisée trop souvent par l'autosuffisance. La plupart des familles paysannes a aujourd'hui besoin d'argent pour s'ouvrir au marché et couvrir une partie de leurs obligations ou nécessités (impôts, rentes de fermage, achat d'instruments ou de produits de consommation alimentaires). Ces populations rurales aux situations difficiles avec des ménages disposant de très peu de terre pratiquant la petite agriculture familiale ou tout simplement des ouvriers agricoles sans terre. Des études de la FAO réalisées au milieu des années 1980 et portant sur un certain nombre de pays du tiers-monde montrent que 72 % des familles appartiennent à la catégorie des paysans sans terre. Ces familles sont au seuil de la pauvreté absolue : on les retrouve (pour l'Afrique) au Cameroun, au Nigeria où elles représentent 40 % de la population : au Burundi, au Malawi et au Rwanda, elles touchent entre 85 et 90 % de la population : en Amérique latine en particulier des pays tels le Brésil, la Bolivie et Haïti, entre 70 et

19. Nations Unies: Estimates and projections of urban, rural and city populations : 1950-2.025. The 1980 assessment. New York, 1982.

20. IHSI, Recensement de 2013.

80 % de familles rurales sont touchées par la pauvreté²¹. Dans la plupart de ces pays, les paysans cherchent à s'organiser pour sortir de cette situation. Leurs modes d'organisation les livrent parfois aux projets de développement venus d'ailleurs—et dont les ONG sont les promoteurs—qui souvent, loin de résoudre leur situation, bousculent en creux leur mode de vie en remplaçant les initiatives locales par des programmes externes qui ne changent souvent pas grand-chose. Les populations ne s'approprient pas toujours ces *projets extérieurs*, elles les rejettent parfois parce qu'elles les considèrent souvent comme les relais du pouvoir de l'État. On peut citer l'exemple de certains pays d'Afrique de l'Ouest ou de certaines filières agro-économiques comme le coton au Mali ou le café en Côte-d'Ivoire et la canne-à-sucre en Haïti où il existait une filière organisée et économiquement rentable mais bouleversée par des interventions extérieures multiples. « Les rares cas de succès sont dus à un consensus préexistant au processus de développement, souvent fondé sur une opposition à un pays tiers, et qui a mobilisé la population autour d'un projet d'avenir commun » (Marchant 1991 : 23).

Vers un développement alternatif

L'échec de plusieurs décennies d'un modèle d'aide au développement imposé par le Centre a amené les pays de la Périphérie à deux interrogations fondamentales : faut-il refuser le développement ? Ou faut-il des alternatives aux modèles imposés ?

Plusieurs auteurs se posent en effet la question. Latouche (1986) souligne très fortement que l'aide au développement venue du Nord, en tant que modèle, « n'est pas la loi et les prophètes » (p. 19). Selon lui, le Centre et la Périphérie n'étant pas des vases communicants, il faut rejeter la métaphore du transfert technologique qui n'est nullement une idéologie révolutionnaire mais seulement l'un des multiples modèles mis en place par le système impérialiste prédateur. Ce courant plutôt radical et pessimiste dénonce les décennies 1970-1980 comme des décennies de déception et de

21. *La réforme agraire et la pauvreté rurale*, FAO, Rome, 1984 ; *Le paysannat sans terre*, Rome, 1985, *Dynamique de la pauvreté rurale*, Rome, 1987.

crise. Déception dans les programmes et dans les résultats et crise au niveau du discours théorique qui accompagne la mise en place de ces programmes. En effet, depuis trente ans, les crises internes aux milieux intellectuels des pays développés ont influencé les élites des pays du Sud. Celles-ci ont appliqué une succession de doctrines dont on retrouve encore les strates dans les discours actuels sur le développement. Dans les années 1960, de grands espoirs sont fondés sur le triptyque indépendance-planification-coopération. Les États recourent à la concentration des pouvoirs pour impulser le développement. Ceux qui s'y opposent sont mal vus ou tout simplement considérés comme des moutons noirs. L'exemple de la Corée du sud des années 1980, qui a décidé de construire une scierie en mobilisant ses propres ressources, a vu son projet boudé par le financement des organismes internationaux lorsque celui-ci devenait nécessaire. Les courants nationaux de développement coréens ont malgré tout compris que c'est en investissant dans la matière grise qu'on peut sortir du sous-développement et non en se livrant aux monstres occidentaux et à leurs idéologies. Et le boom des pays d'Asie du Sud-Est n'en est pas un démenti. Aussi, au tournant des années 1970, à la suite de l'exemple coréen, la rupture avec l'économie occidentale devient-elle le leitmotiv au niveau de ce bloc pour qui toute aide semble vouée à l'échec, à la corruption ou au détournement.

On semblait ainsi assister à la « fin d'un mirage ». Mais derrière le mirage n'y a-t-il pas d'autres images et d'autres réalités cachées auxquelles les pays du tiers-monde doivent faire face ? Face à ce *courant autonomiste*, les pays du Nord et leurs organismes de financement ne semblent pas se résigner à se retrouver devant une impasse. D'autres stratégies d'intervention plus persuasives allaient être alors envisagées. Elles consistent désormais à :

- **Limiter le domaine d'intervention de l'État.** En effet, le mécanisme de domination de l'État se perpétuait trop longtemps dans les structures des pays du tiers-monde : il fallait donc réduire le financement des administrations, diminuer

le nombre d'emplois administratifs et augmenter la part réservée à l'investissement productif. C'est la période où la Banque mondiale allait proposer aux petits pays de vastes programmes d'ajustement et de privatisation : somme toute, favoriser le marché et stimuler les petites entreprises et leur création. Mais aussi démanteler les dictatures régnautes et désengager les États. Cette nouvelle approche du financement officiel a fait son expérimentation depuis 1988 dans plusieurs pays d'Afrique notamment en Guinée Conakry et au Burkina au travers d'un modèle de crédit inspiré du système Grameen Bank. Plusieurs organisations paysannes de développement local se constituent en petits groupes solidaires qui se cooptent librement entre eux. Issus d'un même village, de même statut socio-économique, ils confèrent au groupe une réelle homogénéité. Un conseil des sages du village assure un contrôle et une surveillance des groupes constitués. Le crédit est fondé sur des besoins exprimés, et non sur des idées préétablies en matière de crédit agricole. Il prend en compte la multi-activité (intrants, main-d'œuvre, petit commerce...) privilégiant le critère de la rentabilité des opérations financées par le crédit. Chaque membre expose et argumente sa demande devant le groupe et les agents du crédit.

- ***Restructurer les politiques, décentraliser la coopération et recentrer le rôle des acteurs.*** Les déséquilibres créés dans la mise en place des programmes de développement avec l'État comme acteur privilégié par les bailleurs de fonds ont obligé ces derniers à envisager de nouvelles politiques. L'une d'entre elles est la décentralisation des opérations de développement qui a pour principal objectif de ne pas oublier le « rez-de-chaussée » (la base). Cette décentralisation se devra en même temps de définir, par un droit souple, les procédures par lesquels les collectivités locales établiront leurs règles de gestion : l'État lui-même devra établir avec ces collectivités des relations contractuelles qui responsabilisent les différents

acteurs locaux. Cette politique visera à combler le déficit de l'État en matière de gestion en même temps qu'elle donne du pouvoir aux autres secteurs organisés de la société civile.

L'expérience montre que le développement n'est pas toujours exportable. Un exemple : le Plan Marshall envisagé pour reconstruire l'Europe dévastée par la Seconde Guerre mondiale, ne pouvait être appliqué en raison de critères spécifiques propres à chacun des pays européens. Les inconvénients sont connus pour les uns et les autres : ils sont nombreux et revêtent une certaine élasticité qui dérange. Est-ce à dire que le développement est avant tout autogène ? Dans les pays du Sud en particulier, on a vu, depuis quelques années de déception et d'incohérence au niveau des grands modèles de développement, comment la « débrouillardise locale » rassemble des énergies diverses. Cette pratique de développement par le bas peut-elle triompher de tous les obstacles et ouvrir une porte de salut pour des milliers de citoyens marginaux et de ruraux désœuvrés ? Le courant de pensée qui préconise l'alternative au développement pour les pays du Sud est surtout un courant optimiste qui considère qu'à *chacun son développement*, que des processus de développement ou d'industrialisation envisagés pour certains ne sont pas adaptables à d'autres. Autrement dit, le développement doit s'auto-construire et s'autogérer. Les petits pays d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique latine n'ont ni les ressources écologiques, ni la position géographique des pays du Nord. Ce qui est différent d'un pays à l'autre, ce ne sont pas seulement les modalités du *développement* mais aussi les finalités. Le mot lui-même n'a pas le même sens suivant le lieu et suivant la culture. Les latino-américains considèrent le développement comme une libération : les Asiatiques y voient une notion d'harmonie et de beauté tandis que pour la plupart des pays occidentaux, ce mot a une toute autre signification (Marchant 1991). Mais si le rejet en bloc du « *développement made in Centre* » est si radical, c'est sans doute à cause du gaspillage généré et de l'inefficacité

enregistrée et dont les Organisations Non Gouvernementales—positionnées en tant que *courtiers du développement*²²—sont en grande partie responsables.

22. Concept propre à l'anthropologue français Jean-Pierre Olivier de Sardan, *Anthropologie et développement. Essai en socio-anthropologie du développement*, Paris, Karthala, 1995